

Les fonctionnaires au cœur du plan d'économies de Valls

A la recherche de 50 milliards d'économies jusqu'en 2017, le premier ministre Manuel Valls va largement faire appel aux fonctionnaires pour « *contribuer à notre effort commun.* » Dans un discours prononcé mercredi 16 avril, il a dans un premier temps indiqué que le gel de l'indice des salaires des fonctionnaires, bloqué depuis 2010, serait prolongé.

Quelques heures plus tard, des sources gouvernementales citées par les agences de presse indiquaient que ce gel est prévu pour durer jusqu'à 2017. Ces sources ont par ailleurs précisé que l'engagement de François Hollande de stabiliser les effectifs dans la fonction publique d'Etat sur l'ensemble du quinquennat était confirmé.

M. Valls a annoncé la poursuite de la baisse des effectifs de la fonction publique de la plupart des ministères (sauf dans l'éducation nationale, la police et la justice), mais sans dire si le nombre de non remplacements de départs à la retraite dans les autres secteurs de l'Etat serait augmenté.

Ces annonces ont de quoi attiser la colère des syndicats de la fonction publique, qui devaient entamer un cycle de négociations avec leur ministre de tutelle, Marylise LEBRANCHU, en mai. Force ouvrière, qui appelle à une grève le 15 mai, s'est immédiatement exprimée dans un communiqué :

« Pour la fonction publique d'Etat, dans nombre de ministères déjà à l'os, la décrue des effectifs va rendre de plus en plus difficile la réalisation des missions de service public. Le gel du point d'indice jusqu'en 2017 est par ailleurs inacceptable, cela ferait huit ans de perte programmée du pouvoir d'achat. »

Même réaction du côté de la CFDT, pourtant plus modérée. Le syndicat juge « *inacceptable le gel du point d'indice des fonctionnaires* ». « *Au-delà du pouvoir d'achat, se pose pour les agents de la fonction publique, la reconnaissance de leur travail et du service qu'ils rendent* », estime le syndicat qui regrette le coup de « *rabot* » et plaide pour « *une réflexion globale sur les missions.* »

LE REcul DES REVENUS EN EUROS CONSTANTS

L'Insee a également publié, mercredi, une étude sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Selon les chiffres de l'institut, le salaire net moyen a progressé à un rythme moindre que l'inflation en 2012.

Pour les fonctionnaires d'Etat, le salaire net moyen s'est élevé à 2 460 euros par mois, soit une hausse de 1,1 % par rapport à 2011. Compte tenu d'une inflation de 2 % en 2012, son évolution en euros constants a été négative de 0,8 %. Pour la fonction publique territoriale, le salaire net moyen mensuel a diminué de 0,5 % en euros constants (- 0,6 % pour la fonction publique hospitalière).

Le gel du barème explique en partie ce recul. Mis en place depuis 2010, il n'empêche pas les salaires des quelque 5,5 millions de fonctionnaires de progresser grâce au système d'avancement automatique, mais il ne permet plus aux rémunérations de suivre la courbe de l'inflation.



Communiqué FSU

Annonces gouvernementales : indignation et colère !

Le premier ministre confirme le gel du point d'indice des fonctionnaires et annonce celui des pensions de retraite et des prestations sociales.

Comment oser reconnaître le «dévouement et sens du service public» des 5 millions d'agents de la fonction publique et les faire applaudir par l'assemblée nationale tout en renonçant à dégeler leurs salaires ! Les agents de la Fonction publique attendent des actes forts.

Pour une cinquième année consécutive, le gel du point d'indice est une décision injuste d'autant que les pertes de pouvoir d'achat sont déjà lourdes dans un contexte où les inégalités salariales sont grandes, notamment entre les femmes et les hommes, où 20% des agents sont payés au niveau du SMIC, où il y a près d'1 million de non titulaires, beaucoup de précarité et que toutes les qualifications sont loin d'être reconnues. Le gel du point d'indice pénalise d'abord les jeunes et les personnels les moins rémunérés.

C'est économiquement inefficace ! Qui peut croire que le seul effort des fonctionnaires, comme de l'ensemble des salariés, et maintenant des retraités, va combler un déficit alors que cela fait des années qu'ils payent déjà pour enrayer une crise dont les causes sont liées d'abord à la financiarisation de l'économie.

Les populations les plus précaires vont voir les prestations sociales nécessaires à leur survie limitées et les services publics garantissant leurs conditions d'existence affaiblis.

C'est bien le modèle social qui est remis en cause.

La FSU acte positivement le maintien des engagements présidentiels en matière d'emploi pour les secteurs prioritaires. Elle restera très vigilante à ce que le budget 2015 traduise dans les faits ces créations.

Mais le redéploiement fragilise d'autres secteurs. C'est pourquoi la FSU rappelle l'urgence qu'il y a à créer les emplois nécessaires à leurs missions.

Si des économies peuvent être envisagées, elles ne peuvent s'affranchir d'une réelle justice sociale. Les entreprises ne peuvent être exonérées ni dédouanées de cotisations sociales et certainement pas de contrôles des aides à l'emploi qu'elles perçoivent. D'autres mesures peuvent être prises comme un meilleur contrôle des prestations déléguées ou l'abandon des recours aux Partenariat Public/Privé.

L'abandon du chantier de la réforme fiscale est une erreur.

Les investissements pour moderniser les services publics et la fonction publique, pour la rendre plus attractive, sont nécessaires. Il est indispensable de développer des services publics de proximité pour lutter contre les inégalités et les fractures sociales dans et entre les territoires.

La FSU portera son analyse et ses demandes lors de la rencontre, demain, avec le premier ministre en rappelant que la bonne méthode de dialogue social consiste à faire primer la concertation sur les annonces médiatiques.

Toutes les générations sont touchées par cette politique. La FSU appelle les retraités à se mobiliser largement lors de la journée du 3 juin prochain pour obtenir de meilleures conditions d'existence et défendre leur pouvoir d'achat.

Les décisions gouvernementales pour la fonction publique et ses agents confortent la FSU dans sa détermination à faire du 15 mai prochain une forte journée d'action unitaire pour défendre la fonction publique, ses agents, leurs emplois et leur pouvoir d'achat.

Les Lilas le 16 avril 2014

**Le SNASUB/FSU au service des
personnels administratifs, ITRF et des
Bibliothèques de l'académie d'Amiens**